

---

## LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES POUR 2006 ET 2007

---

Après la période de ralentissement qu'a connue l'économie française entre mi-2004 et mi-2005, le paysage conjoncturel s'est nettement éclairci à partir de l'été 2005. Le fort rebond de la demande intérieure – en particulier de la consommation des ménages – a vite été rejoint par une reprise vive des exportations, liée à l'accélération du commerce mondial. Au total, la croissance française devrait fortement rebondir en 2006 par rapport à l'an passé pour se situer dans une fourchette comprise entre 2 % et 2,5 %, probablement dans le haut de cette fourchette.

En 2007, l'augmentation sensible des gains de pouvoir d'achat devrait soutenir la consommation des ménages qui continuerait de progresser vigoureusement. L'environnement international de la France, quant à lui, resterait encore dynamique, malgré un ralentissement prévisible en Allemagne et aux États-Unis. L'économie américaine connaîtrait un atterrissage en douceur, la demande des ménages faiblissant après plusieurs années d'exceptionnel dynamisme. L'activité en Allemagne devrait également ralentir quelque peu du fait d'une politique macroéconomique plus restrictive qu'en 2006 (hausse du taux de TVA). Dans ces conditions, le projet de loi de finances est construit sur une hypothèse de croissance prudente, entre 2 % et 2,5 %, comme en 2006. Les créations d'emplois nombreuses et la baisse du chômage enclenchées depuis plus d'un an devraient ainsi se poursuivre, toujours soutenues par la politique de déverrouillage du marché de l'emploi mise en œuvre par le Gouvernement.

### Prévisions économiques 2006-2007

(taux de variation en volume, sauf indication contraire)

	2005	2006	2007
PIB	1,2	2 – 2,5	2 – 2,5
Demande mondiale de biens adressée à la France	6,4	9,1	5,9
Indice des prix à la consommation en France	1,8	1,8	1,8
Emploi salarié privé (glissement en milliers)	100	200	190
PIB dans le monde	4,4	4,8	4,2
États-Unis	3,2	3,5	2,6
Zone euro	1,4	2,5	2,0
Allemagne	0,9	2,3	1,3
Italie	0,0	1,5	1,0
Indice harmonisé des prix à la consommation en zone euro	2,2	2,3	2,0
Taux de change euro/USD	1,24	1,25	1,28
Prix du brent (en USD)	55	68	70

## **1. L'activité mondiale resterait vigoureuse en 2007.**

**En Asie, la Chine tirerait toujours la croissance de la zone à un rythme soutenu. Le Japon confirmerait sa sortie de déflation**, la croissance devenant plus autonome.

**L'économie américaine devrait continuer à ralentir d'ici à 2007.** Elle progresserait de 3,5 % en 2006 puis de 2,6 % en 2007. Le ralentissement de la consommation serait le principal facteur de cet affaiblissement. Le resserrement passé de la politique monétaire, les développements moins favorables que par le passé sur le marché de l'immobilier et l'accélération de l'inflation pèseraient sur la consommation des ménages, entraînant un arrêt de la baisse du taux d'épargne – devenu même négatif sur la période récente. La croissance ralentissant, le déficit courant américain serait globalement stabilisé, à un niveau toutefois élevé.

**Au total, la croissance mondiale resterait très dynamique mais ralentirait légèrement de 4,8 % en 2006 à 4,2 % en 2007.**

**2. Dans un contexte de léger ralentissement mondial mais aussi de politiques macroéconomiques plus restrictives, l'activité économique de la zone euro ralentirait un peu pour progresser sur un rythme proche de + 2 % en 2007 après + 2,5 % en 2006.** Mais ce ralentissement traduirait d'abord celui de l'Allemagne lié à l'effet dépressif sur la consommation des ménages de la hausse du taux de la TVA qui sera effective au 1<sup>er</sup> janvier 2007. L'Italie continuerait à perdre en compétitivité et ralentirait aussi l'an prochain. Hors Allemagne et Italie, la croissance en zone euro resterait très dynamique, voire accélérerait légèrement (Pays-Bas). En Espagne, la demande intérieure resterait forte, mais elle poursuivrait son ralentissement en raison des pertes de pouvoir d'achat et de compétitivité liées au dynamisme de l'inflation.

**3. L'activité en France resterait dynamique, toujours tirée par la consommation des ménages.**

Compte tenu du ralentissement de l'activité chez nos partenaires commerciaux, la demande mondiale de biens adressée à la France devrait décélérer graduellement : elle progresserait d'environ 6 % en 2007 après un peu plus de 9 % en 2006. Dans ce contexte, et sous l'hypothèse conventionnelle d'une stabilité des taux de change, les exportations ralentiraient modérément l'an prochain tout en restant dynamiques : elles progresseraient en ligne avec la demande mondiale, à un peu plus de 6 %.

Après l'impulsion provoquée par l'accélération de l'activité chez nos principaux partenaires fin 2005 et début 2006, l'investissement des entreprises continuerait à croître à un rythme légèrement supérieur à + 3,5 % cette année. L'an prochain, la vigueur de la demande intérieure, dans un contexte de léger fléchissement de la demande étrangère et de conditions financières évoluant moins favorablement, conduirait les entreprises à faire progresser leur investissement au même rythme qu'en 2006 et à ne plus puiser dans leurs stocks pour répondre à la demande.

Comme au premier semestre de 2006, les ménages continueraient à tirer profit de l'amélioration de la conjoncture. Grâce à la bonne tenue des revenus d'activité du fait de la reprise de l'emploi et des salaires, le pouvoir d'achat se redresserait significativement en 2006. Il progresserait d'environ 2,25 % après seulement un peu plus de 1 % en 2005. Cette évolution favorable du revenu des ménages et le regain de confiance apporté par la baisse continue et rapide du taux de chômage permettraient une nouvelle accélération de la consommation cette année, à 2,8 % après 2,1 % en 2005. En 2007, l'entrée en vigueur de la réforme de l'impôt sur le revenu, la forte revalorisation de la prime pour l'emploi et la poursuite des évolutions favorables sur le marché du travail renforceraient à nouveau les gains de pouvoir d'achat, qui s'élèveraient à 2,8 %, permettant aux ménages de satisfaire leurs besoins de consommation sans réduire davantage leur taux d'épargne.

**Au total, la croissance française s'inscrirait en 2006 et en 2007 dans une fourchette de 2 % à 2,5 %.**

Soutenues par le regain d'activité, les créations d'emploi seraient nettement plus nombreuses qu'en 2005, à 260 000 après 150 000, essentiellement dans le secteur privé. Ces créations d'emplois seraient également soutenues par les mesures du Plan d'urgence pour l'emploi, via notamment les contrats nouvelles embauches (plus de 600 000 contrats signés en 13 mois). Cette dynamique se poursuivrait l'an prochain, avec près de 250 000 emplois supplémentaires créés au total, à nouveau pour l'essentiel dans le secteur privé. La reprise de l'emploi serait accompagnée en 2006-2007 par le développement des contrats aidés dans le secteur non marchand (contrats d'accompagnement vers l'emploi et contrats d'avenir).

En dépit de la hausse des prix pétroliers, l'inflation est restée modérée tout au long de 2005, légèrement au-dessus de 1,5 %. En effet, dans le même temps, l'inflation sous-jacente s'est nettement repliée, à la fois en raison de la sagesse des prix dans la grande distribution, favorisée par l'accord intervenu en juin 2004, et de la modération des prix des produits manufacturés – à mettre notamment au crédit de la mondialisation de nos approvisionnements. À l'horizon de la prévision, l'inflation sous-jacente se redresserait quelque peu, tandis que, sous l'hypothèse conventionnelle retenue de stabilisation du prix du baril à son niveau de l'été 2006 (70 dollars en moyenne), la contribution à l'inflation des prix pétroliers diminuerait en 2007, si bien que l'inflation totale serait stable d'une année sur l'autre (+ 1,8 % en 2006 comme en 2007 en moyenne annuelle).

#### **4. Les scénarios alternatifs à l'horizon 2007**

La prévision du PLF 2007 décrit le maintien d'une croissance robuste, du fait d'une demande intérieure qui resterait dynamique, et malgré une activité ralentie outre-Atlantique et outre-Rhin l'an prochain. Cette prévision est par définition entourée d'incertitudes et des évolutions plus contrastées sont possibles. À titre illustratif, deux scénarios alternatifs de notre environnement de croissance sont présentés. Ils ne constituent pas une prévision, mais visent à illustrer les ordres de grandeur associés à ces aléas.

Un **premier scénario** explore la possibilité d'une dégradation plus franche qu'anticipée des conditions financières outre-Atlantique qui se propagerait à l'ensemble des économies développées. Des tensions inflationnistes plus marquées qu'anticipées pousseraient les taux longs à la hausse aux États-Unis et par contagion en zone euro. Cette hausse pèserait à son tour sur les prix de l'immobilier. Dans ce scénario, l'investissement et la consommation seraient ralentis de part et d'autre de l'Atlantique. La croissance française pourrait être ramenée à 1,5 % en 2007.

À l'inverse, un **second scénario** dans lequel l'activité en Allemagne serait meilleure qu'anticipée et entraînerait dans son sillage l'ensemble de la zone euro n'est pas à exclure. Les entreprises pourraient comprimer davantage leurs marges et accroître plus vigoureusement leur investissement. L'Allemagne redeviendrait le « moteur » de la croissance en zone euro entraînant l'investissement partout en Europe. Parallèlement, la plus forte croissance inciterait les ménages à diminuer davantage leur épargne de précaution. Dans ce scénario, la croissance française serait portée à près de 3 % en 2007.